

Matières premières : exploiter à tout prix

Dans les zones de conflit ou dans les pays dominés par des régimes dictatoriaux, les entreprises multinationales qui veulent exploiter les ressources naturelles, ne peuvent pas éviter bien longtemps d'être impliquées dans des violations de droits humains. C'est ce que montrent les exemples particulièrement parlants de l'exploitation du gaz par Total en Birmanie, des mines d'or contrôlées par AngloGold Ashanti au Congo et de l'exploitation de mines de charbon par des multinationales suisses en Colombie.



Total en Birmanie : du gaz contrôlé par une dictature

Dès le début de son indépendance en 1947, la Birmanie a été marquée par des événements tragiques. Six mois après la proclamation de l'indépendance, le père de l'Etat birman était assassiné. En 1962, avec le putsch du général Ne Win, la junte militaire a pris le pouvoir. En 1988, un mouvement pour la démocratisation du pays a été réprimé dans un bain de sang par les forces armées. Les généraux ont décrété une loi martiale et ont décidé de changer le nom du pays (qu'ils ont rebaptisé Myanmar). Bien que l'opposition menée par Aung San Suu Kyi ait gagné les élections de 1992, les généraux ont refusé de lâcher le pouvoir. La dictature est entre les mains d'extrémistes. Les généraux au pouvoir se sont littéralement construit une ville fortifiée près de Pyinmana, constituée d'un réseau de tunnels et de bunkers. Le quartier général de l'armée et l'administration ont été transférés dans ce qui doit servir de nouvelle capitale. L'opposant en exil Aung Ko estime que la majorité des Birmans peuvent être considérés comme des prisonniers politiques, car ils n'ont aucune liberté d'expression, de religion et d'association et que la presse est totalement contrôlée. L'année dernière, la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme dénonçait les violations systématiques et généralisées des droits humains. Les personnes issues des quelque 60 minorités ethniques sont particulièrement touchées. Le Bureau international du travail (BIT) estime de son côté que le travail forcé pratiqué régulièrement doit être qualifié de «crime contre l'humanité».



La construction du gazoduc de Yadana en Birmanie sur fond de guerre civile et de violation des droits humains. *EarthRights International*

Totalement impliqué

L'armée et ses services secrets exercent non seulement leur contrôle sur les citoyens birmanais mais également sur tous les postes clés de l'économie nationale. Sans l'aval de l'armée, aucune entreprise étrangère ne peut s'implanter en Birmanie. En outre, l'armée est directement active dans l'économie par ses propres entreprises ou des participations dans un très grand nombre de firmes.

Le français Total entretient depuis longtemps des relations avec les généraux. En 1992, avec Unocal (USA), elle a passé un contrat avec l'entreprise publique MOGE (Myanmar Oil and Gas Enterprise) pour l'exploitation de gisements de gaz près de la côte. Le projet comprenait la

construction d'un pipeline en direction de la Thaïlande. A l'époque, cette région était contrôlée par la guérilla de minorités ethniques Môn et Karen. La construction du pipeline dépendait d'une intensification de la guerre contre les minorités ethniques. En 1996, Aung San Suu Kyi estimait: «La firme française Total est devenue le plus fort soutien du système militaire birman. Ce n'est pas le moment d'investir ici.» Malgré tout, le pipeline Yadana a été construit.

L'armée a pris possession d'un corridor de 24 à 32 km pour faire passer le tube. Les personnes déplacées ont été installées dans de nouveaux villages bâtis à proximité des camps militaires. La population locale a été régulièrement contrainte au travail forcé pour construire des routes, des places d'atterrissage pour hélicoptères, des casernes ou pour transporter des matériaux. La fin des travaux de construction n'a pas mis un terme aux violations des droits humains pour autant.

Selon un rapport du Parlement français, Total ne pouvait ignorer «le lien entre la présence militaire, les exactions contre les populations et les travaux forcés». D'après les ONG de défense des droits humains, le travail forcé est toujours utilisé pour l'entretien des infrastructures et pour le transport du matériel des patrouilles militaires qui surveillent le gazoduc.

Tout pour l'armée, rien pour la santé

Les bénéfices issus de l'exportation de ce gaz sont évalués entre 200 et 450 millions de dollars. L'estimation reste imprécise, car la junte ne donne aucun chiffre et interdit aux entreprises partenaires de publier des données sur leurs affaires en Birmanie. Toutefois, prétendre que l'exportation d'hydrocarbures profite à la population est abusif. Les forces armées absorbent 40% des recettes de l'Etat, et les dépenses publiques en faveur de la santé correspondent à 30 centimes par personne et par année. Diverses organisations de défense des droits humains ont intenté plusieurs procès contre les entreprises impliquées dans ce projet aux Etats-Unis, en Belgique et en France. L'une de ces procédures s'est terminée par un arrangement à l'amiable. Total a ainsi été amenée à verser de l'argent aux victimes du travail forcé. Mais l'entreprise n'a jamais reconnu sa responsabilité.

CREDIT SUISSE ET UBS EN BIRMANIE

Total est appuyée financièrement par CS et UBS.

- Credit Suisse a dirigé un syndicat bancaire pour permettre à Total d'effectuer des emprunts sur les marchés des capitaux suisse et états-uniens. Credit Suisse, avec deux autres banques, a facilité la cotation en Bourse de China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), également active en Birmanie.
- UBS a assumé la même tâche sur les marchés suisse, britannique et néo-zélandais.

Colombie: chassés par une mine de charbon

Au nord-est de la Colombie, dans l'Etat de Guarija, se trouve une des plus vastes mines de charbon à ciel ouvert du monde. Cette mine, appelée El Cerrejón, est exploitée par Anglo-American, BHL Billiton et Glencore. Cette dernière, basée à Zoug, a vendu en mars 2006 sa participation à l'une de ses anciennes filiales, Xstrata.



Rio Ranchera, un fleuve pollué par l'exploitation de la mine de charbon El Cerrejón au nord-est de la Colombie *Alke Jenss*

Déplacements et pollutions

La mine d'El Cerrejón, s'étendant chaque jour davantage, chasse les habitants des villages environnants. En août 2001, les policiers et les soldats ont expulsé les derniers habitants de Tabaco qui avait abrité jusqu'à 700 personnes. Bien que la plus haute cour de justice de Colombie ait exigé de la com-



Des villages encerclés: l'un des barrages de contrôle de la mine de charbon sur la route qui mène à Chancleta et à Roche, Colombie. Alke Jenss

La construction d'un nouveau lotissement, rien n'a été fait. Son maire, appuyé par les déplacés eux-mêmes, estime qu'il appartient aux propriétaires de la mine de financer cette réinstallation. Sous la pression publique, les propriétaires de la mine ont certes payé quelques dédommagements individuels, mais ils ont refusé d'endosser la responsabilité du déplacement de l'ensemble de la communauté.

La vie dans les villages de Tamaquitos, de Chancleta et de Roche, à proximité de la mine, n'est pas rose pour autant. Pratiquement entourés par la mine, les habitants ont perdu une grande partie de leurs cultures et de leurs sources de revenu. La pollution atmosphérique et de la végétation par la poussière de charbon rend la vie pénible.

Glencore et Xstrata: deux multinationales suisses impliquées

Glencore, l'une des plus grandes entreprises suisses, a été fondée à l'origine par le négociant zougnois Marc Rich. Elle a pris ce nom quand son propriétaire la vendit aux cadres en 1994. Glencore est active dans le négoce de métaux, de pétrole, de charbon et de produits agricoles ainsi que dans la production de matières premières. Xstrata, dont Marc Rich possédait aussi la majorité des actions, est, contrairement à Glencore, cotée en Bourse à Londres et à Zurich. Xstrata a repris de Glencore une partie de la production de charbon dont la mine d'El Cerrejón en Colombie. Elle possède aussi la moitié de la plus grosse mine de cuivre et d'or d'Argentine, la mine Alumbra, qui doit faire face à des plaintes en raison de la pollution de rivières.

CREDIT SUISSE EN COLOMBIE

Credit Suisse fait régulièrement partie des consortiums bancaires qui financent Xstrata. Quand le capital de cette entreprise a été augmenté pour le rachat d'une mine australienne en 2003, Credit Suisse a repris une partie des actions possédées par Glencore. Sur la base d'un accord passé entre les deux entreprises, elles possèdent ensemble, jusqu'à la fin de 2006, 40,32% des actions de Xstrata.

Congo: l'or des seigneurs de la guerre

Au nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), la province d'Ituri abrite l'un des plus grands gisements d'or d'Afrique. Avant la fin de son règne, Mobutu avait accordé le droit d'exploitation de ce gisement à l'entreprise AngloGold Ashanti, contrôlée à 54% par Anglo American.

Deux milices se disputent les richesses naturelles d'Ituri, le Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI) soutenu par l'Ouganda, et l'Union des patriotes congolais (UPC) appuyée par le Rwanda. Leurs combats pour contrôler la ville minière de Mongbwalu ont fait 200 morts entre juin 2002 et septembre 2004.

Sous la protection des milices

AngloGold Ashanti a étroitement collaboré avec le FNI. Même après la fin officielle de la guerre civile, l'Ituri est resté en grande partie hors du contrôle du gouvernement de transition. De fait, le FNI contrôlait toute la zone concernée par la concession que Mobutu avait accordé à AngloGold Ashanti ainsi que les routes et l'aéroport qui la desservait. L'entreprise avait négocié un accord avec le président du FNI, Floribert Niabu, pour assurer sa protection.

Dès mai 2004, AngloGold Ashanti a exploité la mine. Niabu s'est lui-même installé dans une maison sise sur le territoire de la concession. Les chefs de la milice ont utilisé des véhicules appartenant à l'entreprise et ont voyagé dans l'avion utilisé par celle-ci pour transporter son personnel. AngloGold Ashanti a bien reconnu qu'elle payait des «impôts» au FNI en échange de sa protection. Il est vraisemblable que, grâce à cette collaboration, l'entreprise ait pu contourner l'embargo de l'ONU envers l'est du Congo. Ironiquement, ce sont les troupes de l'ONU qui, en reprenant Mongbwalu, ont permis à AngloGold Ashanti de poursuivre, aujourd'hui encore, l'exploitation de cette mine d'or.

UBS AU CONGO

UBS a fait partie du syndicat bancaire qui a organisé, à plusieurs reprises, la levée de fonds en Europe de l'Anglo American. Elle est l'une des 16 banques qui lui ouvrent régulièrement des lignes de crédit.

Traduit et adapté de l'allemand sur la base de EvB-Magazin, Sonderausgabe, juin 2006